

# TABLE RONDE N°1

## LUTTES DANS LA LUTTE : ACTION COLLECTIVE ET RAPPORTS SOCIAUX DE SEXE

Xavier DUNEZAT, Lycée de Combourg (35)

A partir d'une thèse de sociologie [Dunezat, 2004], il s'agit ici de présenter la diversité des pratiques et des trajectoires militantes dans un même mouvement social, diversité que nous relierons à l'hétérogénéité des protestataires qui se rejoignent pour former une action collective. Cette hétérogénéité sera analysée sous trois modes : en tant qu'hétérogénéité reproduite *dans* l'action collective ; en tant qu'hétérogénéité produite – jouée – *par* l'action collective ; en tant qu'hétérogénéité agissant *sur* l'action collective.

L'enjeu de cette communication sera triple. Il s'agira d'abord d'enrichir les travaux français qui ne négligent plus l'hétérogénéité des protestataires qui se rejoignent pour former un mouvement social [Péchu, 1996 ; Siméant, 1998 ; Mathieu, 2001 ; Maurer, 2001]. Il s'agira ensuite de montrer que la sociologie des mouvements sociaux ne peut faire l'économie d'une analyse de la " mise ensemble " (ou non), *dans et par* l'action collective, des groupes de sexe dont les contours se transforment et dont les pratiques font mais aussi défont les mobilisations : en effet, cette mise ensemble ne consiste pas en une coexistence pacifique mais révèle que l'action collective est traversée de contradictions et de conflits qui divisent le collectif protestataire, qui suscitent en son sein des désengagements, voire qui le font mourir. En croisant la sociologie des rapports sociaux de sexe et la sociologie des mouvements sociaux, il s'agira enfin d'enrichir l'analyse des processus de l'action collective en axant le regard sociologique sur ce qui se passe *à l'intérieur* d'un mouvement social afin d'ouvrir la boîte noire des pratiques qui s'y (re)créent et afin d'endogénéiser les facteurs explicatifs de la dynamique d'une mobilisation.

Notre communication prendra appui sur une observation participante, complétée par une soixantaine d'entretiens, dans les mouvements de chômeurs de Morlaix et de Rennes<sup>1</sup>, en Bretagne (France), en 1998. Après avoir situé notre démarche, nous mettrons l'accent sur les expériences du chômage et du travail domestique au moment de présenter l'hétérogénéité des protestataires (1) puis, à partir d'une analyse de la division du travail militant, nous montrerons que cette hétérogénéité imprime sa marque sur la dynamique de l'engagement (2) et joue sur le devenir d'une action collective (3).

---

<sup>1</sup> Au niveau national [Demazière et Pignoni, 1998], ces mouvements ont été initiés par les organisations de chômeurs : les comités CGT, AC !, MNCP, APEIS. Quatre revendications ont émergé : une prime de Noël pour les chômeurs, la hausse des minima sociaux, le droit au RMI pour les 18-25 ans, la représentativité des organisations de chômeurs. A Morlaix (15 000 habitant-e-s), le mouvement a duré 3 mois et a été lancé par une association locale de chômeurs qui existait depuis 5 ans (le Comité des Chômeurs et Solidaires des Pays de Morlaix). A Rennes (200 000 habitant-e-s), le mouvement des " *chômeurs et précaires en lutte* " ne s'est jamais totalement éteint grâce à l'obtention d'un local octroyé par la mairie. Toutefois, la phase la plus dynamique a duré deux mois (avant l'obtention du local). La ville de Morlaix s'est démarquée par une occupation continue de bâtiments publics (mairies) qui aura duré, au total, près d'un mois et demi. L'attitude répressive des autorités locales a empêché la mise en œuvre d'une telle occupation à Rennes. Les femmes représentaient environ un tiers des protestataires dans les deux villes.

## DÉMARCHE THÉORIQUE ET MÉTHODOLOGIQUE

La sociologie des mouvements sociaux a beaucoup avancé sur certaines grandes questions<sup>2</sup> [Klandermans et al., 1988 ; Klandermans, 1989 ; Tarrow, 1994 ; Cefaï et Trom, 2001] qui ont trait à la formation de l'action collective, au passage de la mobilisation individuelle à la mobilisation collective, aux rapports entre une action collective et son environnement (médias, structure des opportunités politiques, champ multiorganisationnel, contre-mouvements), aux dimensions symboliques de la mobilisation (cadrage, alignement des cadres, production d'identifications).

Cependant quatre autres niveaux d'analyse restent dans l'ombre : le passage de la mobilisation collective à la sortie individuelle<sup>3</sup>, les rapports entre " militants moraux " et autres protestataires<sup>4</sup>, la variabilité des actions collectives à l'intérieur d'un même mouvement social<sup>5</sup>, le vécu des gens mobilisés tant en termes de représentations que de pratiques. En ce qui concerne ce dernier niveau d'analyse, de récentes recherches ont mis l'accent sur les dispositions et les carrières militantes. Ainsi, notre propre terrain confirme les résultats empiriques à propos du rôle décisif d'une socialisation préalable à l'action militante [Maurer, 2001], d'une trajectoire particulière dans le monde social [Siméant, 1998], d'une disponibilité biographique pour l'action militante [McAdam, 1988]. De même, notre terrain enrichit les recherches selon lesquelles l'expérience militante joue sur les trajectoires professionnelles et conjugales [McAdam, 1989], les carrières militantes sont structurées par des logiques de reconversion [Fillieule et Mayer, 2001] parce qu'elles supposent et suscitent des compétences spécifiques [Doïdy, 2004].

En ce qui nous concerne, l'intérêt pour ces niveaux d'analyse est le produit d'un croisement entre la sociologie des mouvements sociaux et la sociologie des rapports sociaux de sexe, croisement dont rend compte en France le concept de " *mouvement social sexué* " [Kergoat et al., 1992]. Notre démarche s'inscrit en effet dans une approche collective qui tend à se développer depuis les années 90 des deux côtés de l'Atlantique. Il s'agit de réinterroger les outils conceptuels de la sociologie des mouvements sociaux à partir de la sociologie des rapports sociaux de sexe (France) ou de la sociologie du genre<sup>6</sup> (Europe, Amérique du Nord).

---

<sup>2</sup> Selon Mathieu [2004], sept grandes questions ont structuré les développements de ce champ de la sociologie : qu'est-ce qui déclenche les mobilisations ? ; qui s'engage ? (et pourquoi ?) ; comment les mouvements sociaux sont-ils organisés ? ; comment prennent les mobilisations ? ; quelle forme de lutte adopter ? ; quelles influences pèsent sur les mouvements sociaux ? ; les mouvements sociaux sont-ils efficaces ?.

<sup>3</sup> Si l'on prend l'exemple des mouvements de chômeurs, aucune recherche – à notre connaissance – n'a adopté de posture sociologique quant à leur processus d'effritement.

<sup>4</sup> Les rapports de pouvoir entre ceux qui fabriquent l'action collective et ceux qui la rejoignent sont passés sous silence, sauf dans quelques recherches empiriques récentes [Siméant, 1998 ; Mathieu, 2001]. A force de traiter la masse des protestataires comme de simples consommateurs d'action collective qu'il suffit de convaincre en baissant les coûts de la participation ou en créant des incitations sélectives, on a délaissé une évidence : le repérage des militants moraux suppose l'existence des simples protestataires, autrement dit d'un certain rapport social qui produit les premiers et les seconds.

<sup>5</sup> L'observation de deux actions collectives de chômeurs, dans deux villes différentes, nous a permis de repérer la force structurante de cette variabilité en ce sens qu'elle contrarie la cristallisation d'un collectif protestataire à l'échelle nationale, en dépit du coup de force symbolique que pratiquent ceux qui ont parlé au nom du mouvement des chômeurs. Au-delà, cette variabilité a un intérêt sociologique. Par exemple, comment et pourquoi " *l'alignement des cadres* " [Snow et al., 1986] s'est fait différemment dans les deux actions collectives observées (revendication du partage des richesses à Morlaix, revendication d'un emploi stable à Rennes) ?

<sup>6</sup> Il n'est pas possible ici de retracer la genèse et les enjeux du mode de conceptualisation en termes de rapports sociaux de sexe et de celui en termes de genre. Les deux termes seront traités comme synonymes lorsqu'ils désignent le rapport de pouvoir (rapport social de sexe) ou le système (genre) qui crée les groupes de sexe en tant que groupes sociaux hiérarchisés. A la suite de Kergoat [2001], nous utilisons plutôt le concept de rapport social de sexe parce qu'il s'accompagne d'un autre concept qui permet d'analyser la manière dont la division hiérarchique des groupes de sexe se fabrique : celui de division du travail, en tant qu'enjeu d'un rapport social.

En France, à la suite des travaux de Kergoat<sup>7</sup>, plusieurs recherches convergent pour montrer que les rapports sociaux de sexe – avec d’autres rapports sociaux – imprègnent tous les mouvements sociaux aux différents moments de leur histoire (formation, irruption, divisions, extinction). Les terrains d’application de cette approche sont de plus en plus nombreux : coordination infirmière, assistantes sociales [Trat, 1994], mouvement de novembre-décembre 1995 [*Cahiers du GEDISST*, 1997], marche mondiale des femmes [Galerand, thèse en cours].

Dans le monde anglophone, de manière séparée aux développements français et avec des terminologies différentes, de multiples recherches ont plaidé pour une prise en compte de la situation sociale de l’individu protestataire en termes de genre, de race (et/ou d’ethnicité), de classe, d’orientation sexuelle [*Gender & Society*, 1998, 1999]. Depuis les années 90, les analyses empiriques se sont multipliées pour souligner que les activistes d’un mouvement social ne constituent pas un groupe homogène [McAdam, 1992], que le système de genre qui contribue à structurer un mouvement social est imbriqué aux autres systèmes de domination – notamment de race et de classe [Mc Nair Barnett, 1993] -, que le mouvement social offre un espace de contestation des “*arrangements de genre*” [Fonow, 1998], plus largement que toutes les dimensions d’un mouvement social doivent être analysées en prenant en compte l’action du genre [Einwohner et al., 2000].

Dans les recherches empiriques, les approches en termes de mouvement social sexué ou de *gendered social movement* ont conduit à approfondir l’analyse des pratiques militantes, dont l’hétérogénéité de sexe est rendue visible. Elles ont aussi contribué à renouveler le mode de théorisation des mouvements sociaux et à adopter des méthodologies plus qualitatives, fondées sur l’observation et l’entretien.

Ainsi, notre recherche sur les mouvements de chômeurs de 1997-1998 de Morlaix et de Rennes est partie de la question suivante : *que deviennent les groupes de sexe dans et par un mouvement social ?*

La prise en compte de l’hétérogénéité de sexe s’est faite dans un cadre théorique particulier : celui de la sociologie des rapports sociaux de sexe qui considère les groupes de sexe non comme des données biologiques mais comme des construits sociaux, à l’instar des classes sociales. Comme tout groupe social, les groupes de sexe sont produits par l’ordre social, se transforment, se reconfigurent, en particulier dès qu’un nouvel espace-temps social surgit, par exemple un mouvement social.

Notre cadre théorique considère, à la suite de Kergoat, que le champ social est traversé par des rapports sociaux de sexe, c’est-à-dire des rapports de pouvoir qui créent et organisent les divisions de la société, en érigeant des enjeux autour desquels se constituent des groupes sociaux antagoniques, à savoir des groupes de sexe. Pour passer de l’abstrait (le rapport social de sexe) au concret (les pratiques sociales, leur sexuaton et leur dynamique), la “*division sexuelle du travail*” [Kergoat, 2001] vient jouer le rôle de médiation si on lui donne le statut d’enjeu du rapport social de sexe. En analysant la division sexuelle du travail, on peut éclairer le processus de formation et de reconfiguration des groupes de sexe dans un espace-temps social particulier. Quand l’organisation du travail prend la forme d’une séparation, d’une hiérarchisation et d’une spécialisation des tâches entre des individus regroupés et homogénéisés à partir d’un critère socialement construit (ici le sexe), alors la division du travail devient l’enjeu d’un rapport social (ici de sexe) et (re)produit des groupes (ici de sexe).

Or, d’un point de vue méthodologique, la réutilisation des concepts de pratiques et de division du travail nous a conduit à privilégier l’analyse de ce que les protestataires d’un mouvement social font. Mais pour donner un statut théorique à ce que les protestataires font dans un mouvement social, il fallait un médiateur. En sociologie des rapports sociaux de sexe, ce médiateur est le travail. Cependant, le travail professionnel et le travail domestique pouvaient difficilement être réutilisés tels quels pour jouer aussi le rôle de médiateur dans cet espace-temps social spécifique que constituent les mouvements sociaux. C’est pourquoi, à partir d’une définition extensive du travail reprise à Hirata et Zarifian [2000], selon lesquels le travail renvoie à “*la production du vivre*”, nous avons défini les mouvements sociaux comme des espaces-temps qui supposent et secrètent une forme de travail particulière que nous avons nommée le *travail militant*. Il nous a semblé en effet indispensable de conférer

---

<sup>7</sup> La démarche de la sociologue, basée sur une méthodologie qualitative, a consisté à partir d’une hypothèse générale de travail selon laquelle les groupes mobilisés n’étaient pas homogènes : pour rendre intelligible la dynamique d’une mobilisation, il faut tenir compte de cette hétérogénéité [Kergoat, 1973]. Dans *Les ouvrières* [1982, p. 127-133], Kergoat rend visible que la classe ouvrière est sexuée mais aussi que “*les formes de mobilisation et de solidarité des hommes et des femmes de la classe ouvrière ne sont pas identiques*”. Ce déplacement du regard vers ce qui se passe à l’intérieur d’un mouvement social va orienter une recherche collective sur la coordination infirmière de 1988-1989 [Kergoat et al., 1992, p. 115-122]. Voulant “*tester la force heuristique d’une problématique en termes de rapports sociaux de sexe appliquée à ce mouvement*”, Kergoat avance l’expression de “*mouvement social sexué*” car “*il ne s’agit pas de “rajouter” les femmes comme un plus qui viendrait colorer le mouvement social, l’analyse de celui-ci restant en dehors de toute prise en compte des rapports sociaux de sexe. [...] Mais cela signifie que les rapports sociaux de sexe imprègnent en profondeur tous les mouvements sociaux, et que cette considération doit toujours être présente quand on les analyse.*”.

un statut théorique à l'ensemble des tâches qui émergent à l'occasion d'un mouvement social, en termes de faire et d'organisation du faire<sup>8</sup>. De plus, dans les mouvements de chômeurs observés, de nombreux protestataires (des hommes) vivaient l'action collective comme un travail, voire affirmaient avoir un travail quand ils étaient dans un mouvement social...

Ainsi, notre observation participante des mouvements de chômeurs a consisté à repérer à la fois les diverses tâches militantes qui ont émergé et les personnes qui les accomplissaient. Ce repérage de *ce qui se faisait* et de *qui le faisait* nous a conduit à "voir" une division du travail militant fondée sur un processus de spécialisation qui reproduisait et qui produisait des groupes de sexe à l'intérieur même du mouvement social. Cela nous a permis de montrer que les rapports sociaux de sexe – en tant que rapports de pouvoir - ont imprégné la dynamique des mouvements de chômeurs.

Toutefois, le constat d'une hétérogénéité multidimensionnelle des protestataires et l'analyse de la division sexuelle du travail militant ont nécessité la théorisation d'un autre rapport social : celui qui a opposé celles et ceux que nous avons nommés les "militant-e-s +" et les "militant-e-s --"<sup>9</sup>. Cette catégorisation des protestataires est apparue ordonnée *d'abord* par le capital militant possédé<sup>10</sup>, c'est-à-dire par tout ce qui renvoie au savoir militant, à l'expérience militante, à la socialisation militante, au sentiment de compétence militante ; *ensuite* par les rapports sociaux de classe qui hétérogénéisaient les chômeurs et chômeuses mobilisé-e-s en fonction du niveau de diplôme, du niveau de revenu, de la situation professionnelle mais aussi du rapport au chômage et au travail.

Ce second rapport social venait s'imbriquer au rapport social de sexe pour hétérogénéiser les chômeurs mobilisés dès leur entrée dans l'action collective (1) mais aussi durant celle-ci via la division du travail militant (2). L'analyse de l'imbrication des rapports sociaux dans un mouvement social permet de mieux comprendre son devenir (3).

### *1) L'hétérogénéité des protestataires au début de l'action collective : les expériences du chômage et du travail domestique*

Grâce aux entretiens, nous avons pu reconstruire la diversité des trajectoires sociales – à la fois professionnelles, domestiques et militantes – des protestataires qui ont participé aux mouvements de chômeurs de Morlaix et de Rennes. Si le détour par les expériences du chômage [Schnapper, 1994] peut paraître logique compte tenu de la population observée, le croisement avec les expériences du travail domestique est indispensable pour comprendre la variabilité de la répartition par sexe au sein de chaque expérience du chômage, en particulier parce que le rapport à celui-ci ne peut se saisir indépendamment de la position dans le "mode de production domestique" [Delphy, 1998]. Quatre expériences du travail domestique ont été distinguées<sup>11</sup> afin d'enrichir l'analyse des expériences du chômage : celle de *l'abandon* dans laquelle le travail domestique n'existe pas (plus), celle de *l'autonomie* dans laquelle le travail domestique est assumé seul-e, celle du *partage* dans laquelle le travail domestique est divisé sur le mode de la parité (tâches féminines, tâches masculines, tâches négociables), celui de *l'exploiteur* dans laquelle on refuse de faire ce que l'on considère comme devant être fait (par des femmes).

---

<sup>8</sup> La temporalité accélérée des mouvements de chômeurs engendrait la tenue d'assemblées générales quotidiennes de plusieurs heures, la mise en œuvre d'actions quasi quotidiennes (distribution de tracts, occupations ponctuelles, manifestations, délégations), l'organisation de commissions, et – à Morlaix – une occupation continue de plusieurs semaines d'une mairie durant laquelle il fallait (faire à) manger, (se préparer à) dormir, ranger, nettoyer, etc. Pour une présentation détaillée du travail militant, voir Dunezat [2004].

<sup>9</sup> Nous n'avons pas distingué les "militant-e-s" et les "non militant-e-s" car nous considérons que toute personne qui participe à un mouvement social devient de facto un-e militant-e.

<sup>10</sup> La notion de "capital militant" a récemment fait l'objet d'un début de théorisation par Matonti et Poupeau [2004] qui le définissent comme ce qui est "incorporé sous forme de techniques, de dispositions à agir, intervenir, ou tout simplement obéir" et qui "recouvre un ensemble de savoirs et de savoir-faire mobilisables lors des actions collectives, des luttes inter ou intra-partisanes, mais aussi exportables, convertibles dans d'autres univers, et ainsi susceptibles de faciliter certaines reconversions".

<sup>11</sup> Nous ne pouvons que les présenter succinctement ici [voir Dunezat, 2004, p. 368-383].

La première expérience du chômage est celle du *chômage inversé/choisi* : elle met systématiquement en avant un vécu positif des périodes sans emploi. Fondée sur une représentation spécifique du travail professionnel, toujours négative, elle se caractérise par un véritable *refus du travail*, qui ne signifie pas toutefois refus d'activité, en particulier militante. On trouve rassemblés dans cette première expérience un ensemble de chômeurs mobilisés, particulièrement représentés à Rennes, qui partagent une même position d'âge (jeunes de moins de 30 ans) et de sexe (hommes). Récemment entrés dans la vie active (par le chômage et/ou la précarité), ils partagent aussi un niveau scolaire relativement plus élevé que la moyenne des protestataires puisqu'ils ont presque tous accédé à l'université. Ils font partie du "milieu anarchiste", soit par adhésion organisationnelle, soit par fréquentation (université), soit par socialisation politique accélérée dès les premières heures du mouvement. Cette première expérience rassemble des militants + et des militants --, les premiers se distinguant par l'appartenance à des organisations anarchistes, par une origine sociale et un niveau de diplôme plus élevés.

Dans l'expérience du chômage choisi, le travail domestique est soit abandonné (hommes jeunes célibataires), soit partagé en ce sens que plusieurs hommes, étant passés par l'expérience de l'abandon, font preuve d'une bonne volonté domestique depuis qu'ils sont en couple. Cette position dominante des hommes dans le mode de production domestique peut expliquer la masculinisation de cette première expérience du chômage car le travail professionnel n'est pas nécessaire pour échapper à l'enfermement domestique.

La seconde expérience du chômage est celle du *chômage total*, définie par Schnapper : on se rejoint pour caractériser de manière négative l'expérience du chômage, notamment parce qu'elle est corrélée avec une situation d'exclusion durable du salariat stable (CDI). On confère alors au travail une fonction sociale, à la fois pour la société et pour soi. On déclare un véritable *besoin du travail*. Cette expérience est majoritaire tant à Rennes qu'à Morlaix. Elle regroupe des parcours et des positions de classe très hétérogènes, tant en termes de capital culturel et de capital militant que de vécus professionnels. Age et sexe hétérogénéisent aussi cette seconde expérience. On y trouve notamment les militant-e-s + de la CGT et les chômeurs d'AC !, les militant-e-s + et les militant-e-s - au chômage et sans adhésion organisationnelle qui sont toujours dans une démarche de recherche d'emploi.

Trois expériences du travail domestique sont repérable dans cette expérience du chômage : celle du partage (quelques rares hommes venus participer sans leur conjointe au mouvement, quelques couples jeunes dont les deux membres participent), celle de l'exploiteur (des hommes, quelle que soit leur trajectoire socioprofessionnelle ou leur trajectoire sociofamiliale<sup>12</sup>), celle de l'autonomie (des femmes célibataires au chômage, avec ou sans enfant). Le détour par les expériences du travail domestique au sein de cette expérience du chômage – majoritaire - permet de comprendre la sur-représentation des hommes dans les mouvements de chômeurs. En effet, plusieurs hommes en couple ayant des enfants à charge – c'est-à-dire engendrant un travail parental – ont pu participer grâce à leur position dominante dans le mode de production domestique. En revanche, tant à Morlaix qu'à Rennes, aucune femme en couple ayant des enfants à charge n'a participé.

La troisième expérience est celle du *chômage nié* : elle est spécifique à Morlaix et elle est au cœur de la profonde différence entre les deux mouvements observés. Elle est corrélée à un véritable *renoncement au travail*. En effet, les personnes de cette expérience ont été exclues du monde du travail par différents dispositifs (COTOREP, maladie professionnelle, préretraite) qu'on les a incitées à "choisir", en utilisant l'argument d'un niveau de revenu supérieur à celui qu'occasionnerait la situation de chômeur au sens officiel. Non seulement ces personnes disqualifiées sont niées en tant que chômeurs mais elles tendent à s'autoexclure de la situation de chômage. Cette expérience est vécue par des femmes et des hommes de tous âges des catégories ouvrières et employées. Sans capital culturel ni capital militant, ces personnes sont des militant-e-s --.

Dans cette expérience du chômage, le niveau de revenu n'est pas le plus bas et c'est bien en termes d'intégration sociale que la détérioration est la plus sensible parce que les démarches vers les services sociaux n'existent presque plus et parce que le mode "normal" de satisfaction des besoins fondamentaux est délaissé au profit d'un mode de vie dirigé par le *mal boire*, c'est-à-dire les pratiques de consommation d'alcool non légitimées dans cette société.

Le travail domestique n'existe plus (abandon) dans cette expérience du chômage, comme si le renoncement au travail professionnel avait entraîné un renoncement au travail domestique, dans les pratiques (femmes) et/ou dans les représentations (hommes).

La quatrième expérience, plus féminisée, est celle des protestataires qui n'ont *jamais connu l'expérience du chômage total* sans pour autant relever des autres expériences du chômage. Cette catégorie se singularise par des trajectoires ordonnées autour de l'accès au travail stable ou à une activité socialement reconnue, que cet accès ait déjà eu lieu ou ait vocation à survenir grâce au niveau de diplôme. La situation conjugale (célibat ou couple) est choisie et, majoritairement, on n'a pas d'enfant à charge. L'homogénéité de cette catégorie s'est construite dans un certain rapport critique au travail professionnel – considéré comme "en voie de disparition" - et dans une valorisation de "l'activité". A Morlaix, cette expérience concerne plusieurs militant-e-s de l'association locale de chômeurs – les membres du Conseil d'administration – et des enseignant-e-s. A Rennes, on y rencontre les salarié-e-s d'AC ! et plusieurs étudiantes. Le capital culturel (niveau de diplôme I) et le capital militant sont très élevés.

---

<sup>12</sup> Les hommes en couple exploitent leur conjointe. Les hommes célibataires utilisent une autre main d'œuvre féminine, qu'elle soit issue de la parentèle ou non.

C'est l'expérience de l'autonomie (célibataires) et celle du partage (femmes jeunes en couple sans enfant participant sans leur conjoint) qui dominant en ce qui concerne le travail domestique.

On a donc quatre expériences du chômage qui hétérogénéisent les chômeurs et les chômeuses mobilisé-e-s dès leur entrée dans l'action collective. Compte tenu de l'existence symbolique d'un mouvement national des chômeurs, on pourrait croire que cette hétérogénéité n'empêche pas une coexistence pacifique des femmes et des hommes, des militant-e-s + et des militant-e-s --. Or on constate l'émergence d'une division du travail militant qui consiste en une spécialisation hiérarchisée, contradictoire, conflictuelle des groupes et des tâches.

Dans ce processus, un double mouvement a lieu : d'une part, la spécialisation prolonge dans l'action collective l'hétérogénéité des expériences et des positions préalables au mouvement social ; d'autre part, les contradictions et les conflits engendrés par la spécialisation contrarient, sinon la formation (Rennes), du moins la pérennité d'un collectif protestataire (Morlaix). Ce double mouvement est totalement superposé à Rennes. Il est décalé à Morlaix ce qui en facilite l'analyse : c'est pourquoi nous privilégierons cette ville dans les lignes qui suivent.

## 2) *La division du travail militant : l'hétérogénéité rejouée*

L'hétérogénéité des expériences et des positions imprime sa marque sur les modalités de l'engagement parce qu'elle suscite des modes de participation pluriels (a) et parce qu'elle hétérogénéise les modes de prise en charge des tâches militantes, ce qui diversifie les pratiques et les positions au sein de l'action collective (b). En ce sens, elle est rejouée *dans et par* l'action collective.

### a) L'hétérogénéité des modes de participation dans les mouvements de chômeurs

Le *mode de participation continue* n'est repérable qu'à Morlaix, compte tenu d'une occupation 24 heures sur 24 de mairies. Il s'agit d'être présent-e en permanence dans le mouvement social, ce qui conduit à délaisser toute autre activité que le travail militant (recherche d'emploi, travail domestique). Ce mode de participation caractérise les hommes militants + mais aussi l'expérience du chômage nié et celle du chômage total lorsqu'elle prend la forme d'une exclusion durable de l'emploi. Les expériences de l'abandon et de l'exploiteur dans le travail domestique favorisent une immersion accélérée et totale dans l'action collective. Les hommes et les militant-e-s – sont sur-représentés dans ce mode de participation. On est dans l'action collective en tant que “ *militant* ” (quand on est militant + parce qu'on participe à tous les mouvements sociaux), en tant que “ *solidaire* ” (chômage nié) ou en tant que “ *chômeur* ” (parce qu'on veut exprimer son ras-le-bol du chômage total).

Le *mode de participation alternée* est repérable dans les deux villes mais il est sur-représenté à Rennes<sup>13</sup>. Il consiste à être présent-e aux assemblées générales et aux actions ponctuelles tout en préservant du temps pour soi. On ne dort pas sur le lieu occupé (Morlaix) et on continue à chercher du travail ou à prendre en charge le travail domestique. Seule l'expérience du chômage nié et celle de l'abandon du travail domestique ne relèvent pas de ce mode de participation majoritaire dont la répartition par sexe correspond à celle du mouvement. Si l'on excepte les personnes de l'expérience du chômage choisi, en particulier les anarchistes organisés de Rennes, on ne se donne pas une place de militant (même lorsqu'on dispose d'un solide capital militant) mais d'“ *actif/active* ” présent-e pour dénoncer le chômage et la précarité. Même si le mouvement constitue une occasion de nouer du lien social ou de réclamer une société plus juste, il a d'abord vocation à lutter contre le chômage afin d'obtenir des emplois.

Le *mode de participation réservée* consiste à être présent-e tout en ne trouvant pas sa place et en hésitant à quitter le mouvement parce qu'on ne s'y sent pas à l'aise. On ne dort pas sur le lieu occupé, on continue à prendre en charge la sphère professionnelle et la sphère domestique mais la déstabilisation est forte en ce sens qu'on hésite à tout arrêter pour participer de manière continue au mouvement. Ce mode

---

<sup>13</sup> Cela est lié à une organisation du temps très proche du temps professionnel dans le mouvement rennais. Les assemblées générales ont lieu le matin, de 10 heures à midi, puis les après-midi sont consacrées aux actions ou aux commissions. Vers 18 heures, chacun-e rentre chez soi et le mouvement s'interrompt le week-end (sauf manifestation le samedi).

de participation caractérise des femmes militantes +, notamment à Morlaix, qui avouent dans les entretiens avoir été choquées par la violence masculine des premières heures de l'action collective, par la distance sociale ressentie par rapport à la majorité des chômeurs, par la violence symbolique de la domination des organisations de chômeurs. On retrouve ici des militantes +, salariées ou chômeuses (chômage total), ayant en commun une conscience féministe qui se traduit par l'expérience de l'autonomie dans le travail domestique.

#### b) L'hétérogénéité des modes de prise en charge des tâches militantes

Compte tenu de l'hétérogénéité des protestataires en termes d'appartenance organisationnelle, de capital militant, de positions et d'expériences professionnelles et domestiques, l'observation des pratiques montre que ces protestataires n'entrent pas dans le travail militant de la même manière, parce que les modes de reconversion des dispositions acquises, dans l'ordre des rapports sociaux de sexe et de classe globaux, varient mais aussi parce que ces rapports sociaux se reconfigurent *dans et par* l'action collective.

Un premier mode est celui de la *position hiérarchique* : il caractérise les militants moraux des organisations de chômeurs. Il s'agit de s'investir dans certaines tâches militantes en justifiant cet investissement par sa fonction de président ou de représentant d'une organisation. Dans ce mode, on s'affranchit des règles démocratiques de l'assemblée générale pour faire partie d'office d'une délégation, pour s'autodésigner au moment de participer à une coordination régionale, pour prescrire le travail militant et son organisation.

Le second mode de prise en charge des tâches est celui de la *compétence militante légitimée* : il caractérise les militants moraux membres d'organisations politiques. Il s'agit de s'investir dans certaines tâches jugées consubstantielles à l'existence même du mouvement social (présidence des assemblées générales, organisation de commissions, participation aux délégations, répondre aux médias). On fait le travail militant – du moins les tâches jugées importantes et légitimes - et on le fait bien, en s'appuyant sur une compétence militante proclamée et un sentiment de compétence visible. Dans ce mode, on ne s'autodésigne pas mais on prescrit, au nom de l'efficacité, une organisation du travail militant – par une charte de fonctionnement, par la formalisation de commissions - qui a pour résultat d'exclure de facto les moins doté-e-s en capital militant de la prise en charge des tâches valorisées.

Ces deux premiers modes de prise en charge des tâches militantes se retrouvent dans les deux villes : le premier prédomine à Morlaix, le second prédomine à Rennes. Ils sont ceux des hommes militants +, issus des expériences du chômage choisi ou de l'absence de vécu du chômage total. Ces hommes ont en commun de prendre en charge l'action collective en définissant le contenu du travail militant, en assignant chacun-e à des tâches précises, en s'accaparant toutes les tâches qui contiennent une dose de pouvoir (présidence des assemblées, distribution de la parole, comptes-rendus, délégations). Très actifs dans l'élaboration des tracts, ce sont aussi eux qui orientent les registres revendicatifs et qui élaborent le cadre de perception diffusé dans les médias comme celui du mouvement.

La hiérarchisation des tâches et la hiérarchisation des protestataires sont ici deux processus intimement liés. Les tâches valorisées le sont parce que les schèmes de perception du travail militant sont exportés d'un mouvement social à l'autre par les militants + et parce que les militants + se les accaparent. Les militants + sont en position dominante parce qu'ils hiérarchisent les tâches et parce que les tâches qu'ils s'accaparent sont les plus valorisées.

Grâce à notre observation participante, nous avons pu aussi analyser les modes de prise en charge des tâches militantes chez les hommes militants – et chez les militantes.

Le troisième mode est celui de la *compétence professionnelle*. Il s'agit de s'investir dans les tâches qui sont les plus proches de celles expérimentées dans la trajectoire professionnelle. Ce mode correspond notamment aux hommes militants – de Morlaix qui sont issus de l'expérience du chômage nié ou d'une longue expérience du chômage total. Dans un mode de participation continue, ils se précipitent sur toutes les tâches militantes qui surgissent et qui sont prescrites par les hommes militants +. Comme ceux-ci, ce groupe d'hommes militants – a droit à la visibilité et à la valorisation de son travail militant. En effet, l'action collective leur donne l'occasion de “ *se rendre utiles* ” par la mise à disposition de savoir-faire acquis lors d'un emploi passé. Ils sont ainsi plusieurs à “ *faire les nuits* ” à Morlaix (dormir dans la

mairie occupée), savoir-faire acquis dans des emplois d'infirmier ou de chauffeur routier. Or, les nuits sont particulièrement médiatisées et les hommes militants + ont davantage de difficultés à les tenir par manque d'habitude, autant d'éléments qui tendent à rendre héroïque l'accomplissement de la tâche. Par ailleurs, ces hommes militants -- ont la possibilité (grâce à leur sujétion totale à l'ordre militant) d'accéder à des tâches qui contiennent une dose de pouvoir : ce sont eux qui deviennent des référents pour le dispatching des tracts, le service d'ordre, l'intendance.

Le quatrième mode de prise en charge des tâches est celui de la *compétence militante non légitimée*, repérable dans les deux villes. Ce mode correspond à celles et à ceux, militant-e-s --, qui ont une courte expérience du chômage total (trajectoires professionnelles alternant précarité et chômage). Dans un mode de participation alternée, ils entendent mettre en adéquation la dénomination " mouvement des chômeurs " et le travail militant qui devrait en résulter. Ainsi, ils insistent sur la nécessité de multiplier les tâches militantes qui feront venir davantage de chômeurs dans le mouvement, comme distribuer des tracts dans les ANPE, faire des manifestations de visibilité et non des " actions dures ", tenir des permanences là où sont les chômeurs, etc. En s'investissant intensément dans ces tâches militantes, ce groupe de militant-e-s – était porteur d'une forme de compétence militante produite par l'expérience vécue du chômage total et activée par l'existence même de l'action collective. Cette compétence ne sera pourtant pas légitimée parce qu'elle ne correspond pas aux schèmes de perception des hommes militants +, en particulier des anarchistes, qui prescrivent le travail militant. Ceux-ci considèrent que le mouvement des chômeurs doit être étendu à d'autres secteurs de la société, comme les " sans " (sans-papiers), les salarié-e-s, les étudiant-e-s...

Le cinquième mode de prise en charge des tâches militantes est celui de la *disponibilité*. Particulièrement visible à Morlaix compte tenu de la quantité de tâches secrétées par l'occupation continue, il consiste à prendre en charge toutes les tâches " qui restent ", ces tâches certes indispensables à la pérennité de l'action collective mais qui sont invisibilisées et non valorisées parce qu'elles sont non prescrites par les hommes militants + qui n'y pensent pas ou les jugent secondaires. Le mode disponible caractérise notamment les femmes dans un mode de participation réservée ou encore celles qui connaissent l'expérience du chômage nié. Silencieuses par " choix " (militantes +) ou par sentiment d'incompétence (militantes --), elles " se contentent " d'être là toute la journée pour assurer les relais de la journée quand les équipes de nuit prennent quelques heures de repos, pour courir acheter du pain s'il n'y en a plus, pour porter des banderoles quand les hommes parlent au micro, pour distribuer des tracts par milliers quand les hommes organisent le dispatching des tracts...

Ainsi, l'hétérogénéité des protestataires qui préexiste à l'action collective est rejouée *dans et par* celle-ci via la division du travail militant. Dans ce processus, des positions contradictoires et inégales se créent entre les femmes et les hommes, entre les militant-e-s – et les militant-e-s +, ce qui peut contrarier la survie du mouvement social.

### 3) *Le devenir de l'action collective : l'hétérogénéité agissante*

A la suite de la reconfiguration des rapports sociaux de sexe et de classe *dans et par* l'action collective, les hommes militants +, issus des expériences 1 et 4 du chômage, se retrouvent en position dominante. Les hommes militants – sont en position dominée même si, en fonction du mode de participation (continue *versus* alternée), certains ont droit à une forme de valorisation de leur travail militant. Les femmes, militantes – ou militantes +, sont elles aussi en position dominée, la majorité étant acculée à un mode disponible de prise en charge du travail militant. Ce portrait simplifié du mouvement morlaisien caractérise les trois premières semaines de l'action collective. Or, l'hétérogénéité des positions va engendrer des conflits ouverts qui vont peu à peu épuiser le collectif protestataire qu'un simple coup de pouce de la répression suffira à éteindre. Et ce ne sont pas des individus protestataires qui quittent l'action collective mais des groupes d'individus protestataires parce que la coexistence des hommes militants +, des hommes militants --, des femmes militantes + et des femmes militantes – ne tient plus.

Au bout de deux semaines d'occupation de la mairie de Morlaix, les militant-e-s – qui prennent en charge les tâches sur le mode de la compétence militante non légitimée se mettent à critiquer ouvertement les tentatives d'extension du mouvement vers la population lycéenne. Alors que les médias et la majorité du collectif protestataire se félicitent de la réussite d'une manifestation qui a rassemblé 700 personnes dans les rues de Morlaix – dont 500 lycéens -, ces militant-e-s – dénoncent l'orientation du travail militant qui délaisse la sensibilisation des chômeurs. Cette contestation ouverte reçoit une fin de non recevoir de la part des hommes militants -- qui ont un mode de participation continue et de la part des hommes militants

+. Les premiers critiquent les contestataires pour leur absence d'investissement dans les nuits d'occupation de la mairie. Les seconds défendent un travail militant qui sensibilise tous les secteurs de la société à la question du chômage. Comme on le voit, c'est bien la division du travail militant – à la fois dans les pratiques et dans la doxa -, qui définit les contours des groupes en conflit. Celui-ci deviendra si ouvert que les contestataires seront invités à quitter le mouvement par les hommes militants +. Un premier groupe disparaît : il se caractérisait par l'expérience du chômage total, un mode de participation alternée, les expériences du partage et de l'autonomie en termes de travail domestique.

Quelques jours plus tard, c'est l'occupation continue de la mairie de Morlaix qui va constituer l'enjeu autour duquel les groupes qui restent vont se confronter. En effet, les hommes militants + commencent à douter de la réussite à court terme du mouvement. A la suite d'une proposition du maire qui se dit prêt à échanger une évacuation volontaire de la mairie contre la promesse de transports gratuits pour les chômeurs, les militants + finissent par convaincre les autres protestataires de voter l'arrêt de l'occupation continue. Après quelques occupations ponctuelles les jours suivants, les hommes militants + commencent à réorienter le travail militant vers des activités de long terme, comme créer un journal mural, organiser des commissions de préparation de dossiers. Mais ces activités ne correspondent pas à la situation d'urgence des chômeurs et la redéfinition du travail militant a des conséquences visibles sur la dynamique de l'action collective.

Du côté des femmes militantes –, on quitte l'action collective silencieusement. Du côté des hommes militants --, on se met à contester de l'intérieur le nouvel ordre militant en se plaignant de la disparition des tâches militantes de l'occupation de la mairie et en exprimant un sentiment d'inutilité. Se polarisent alors deux groupes masculins (les hommes militants + et les hommes militants --) qui déchirent le collectif protestataire. Il faut souligner que c'est bien la position commune des hommes militants -- dans la division du travail militant (via les nuits de la mairie occupée) qui autorise leur cristallisation.

La survie de l'action collective<sup>14</sup> pendant plusieurs semaines, en dépit de ces conflits, est due à deux facteurs. D'une part, quelques actions ponctuelles continuent régulièrement de ressouder le groupe, le coup de force symbolique étant particulièrement efficace en ce qui concerne les médias. D'autre part, les femmes militantes + jouent un rôle fondamental. En effet, non seulement elles sont restées dans le mouvement mais surtout elles ont changé de mode de participation. Entrées par un mode de participation réservée, elles évoluent vers un mode de participation continue. Même si elles contribuent à alimenter la conflictualité ouverte à l'intérieur de l'action collective, notamment par leurs dénonciations fréquentes de la domination des hommes militants +, elles refusent que le mouvement s'arrête. Proches socioprofessionnellement et affectivement des hommes militants +, elles comprennent la révolte des hommes militants --, même si elles en refusent la violence<sup>15</sup>.

A l'occasion d'une nouvelle occupation continue de la mairie qui va durer près de deux semaines et qui entend contester la promesse non tenue sur les transports gratuits par les autorités locales, les femmes militantes + vont intensifier leur travail militant tous azimuts. D'abord, elles tentent d'impulser de nouveaux modes de fonctionnement durant les assemblées générales qui permettent de contester en pratique la domination des hommes militants +. Ensuite, ces femmes qui refusaient au début du mouvement de dormir dans les lieux occupés se proposent aussi pour les nuits. Enfin, elles s'efforcent de reconstruire une vie collective quotidienne, ce qui passe par une présence permanente le jour et par la préparation de repas afin de recréer du collectif, de refaire ensemble. A l'occasion de ces repas, ces militantes +, qui vivaient avant le mouvement l'expérience de l'autonomie dans le travail domestique, redécouvrent celle de l'exploiteur mais cette fois *dans et par* l'action collective. Parce que traitées comme "*bobonne*" par les hommes qui continuent de se déchirer tout en délaissant le travail militant, elles parviennent difficilement à faire perdurer l'action collective.

Certes, une évacuation forcée par les forces de police, un matin de mars 1998, achèvera symboliquement le mouvement. Cependant, nous espérons avoir montré que sa décréue est aussi le produit de l'hétérogénéité qui l'a sans cesse caractérisé et des rapports sociaux de sexe qui l'ont traversé...

---

<sup>14</sup> Dans les entretiens, les protestataires parlent d' "*agonie* ".

<sup>15</sup> Nous ne pouvons développer ici mais les formes de violence qui se déploient à l'intérieur d'un mouvement social, en particulier les violences masculines, constituent une réalité structurelle qui entre pleinement dans le champ des facteurs explicatifs de la décréue d'une action collective. A Rennes, près de la moitié des femmes interviewées ont mentionné la violence d'un autre groupe de protestataires comme étant à l'origine de l'arrêt de leur participation...

## **BIBLIOGRAPHIE**

- Cefaï (Daniel), Trom (Danny) (Dir.), *Les formes de l'action collective. Mobilisations dans des arènes publiques*, Paris, EHESS, 2001
- Delphy (Christine), *L'ennemi principal. Tome 1 : Economie politique du patriarcat*, Paris, Syllepse, 1998
- Demazière (Didier), Pignoni (Maria-Teresa), *Chômeurs : du silence à la révolte*, Paris, Hachette Littératures, 1998
- Doidy (Eric), "Prévenir la violence dans l'activité militante", *Revue française de sociologie*, Vol. 45, n°3, 1994, p. 499-527
- Dunezat (Xavier), *Chômage et action collective. Luttés dans la lutte. Mouvements de chômeurs et chômeuses de 1997-1998 en Bretagne et rapports sociaux de sexe*, Thèse de sociologie, Université de Versailles-Saint-Quentin-En-Yvelines, 2004
- Einwohner (Rachel L.), Hollander (Jocelyn A.), Olson (Toska), "Engendering Social Movements. Cultural Images and Movement Dynamics", *Gender & Society*, Vol. 14, n°5, Octobre 2000, p. 679-699.
- Fillieule (Olivier), Mayer (Nonna) (Dir.), *Revue Française de Science Politique*, Volume 51, n°1-2, février-avril 2001
- Fonow (Mary Margaret), "Protest Engendered. The Participation of Women Steelworkers in the Wheeling-Pittsburgh Steel Strike of 1985", *Gender & Society*, Vol. 12, n°6, Décembre 1998, p. 710-728
- Hirata (Helena), Zarifian (Philippe), "Travail (le concept de)", Hirata (Helena), Laborie (Françoise), Le Doaré (Hélène), Senotier (Danièle) (Dir.), *Dictionnaire critique du féminisme*, Paris, PUF, 2000, p. 230-235
- Kergoat (Danièle), *Bulldozer ou l'histoire d'une mobilisation ouvrière*, Paris, Editions du Seuil, 1973
- Kergoat (Danièle), *Les ouvrières*, Paris, Sycomore, 1982
- Kergoat (Danièle), "Le rapport social de sexe. De la reproduction des rapports sociaux à leur subversion", *Actuel Marx*, n°30, 2<sup>nd</sup> semestre 2001, p. 85-100
- Kergoat (Danièle), Imbert (Françoise), Le Doaré (Hélène), Sénotier (Danièle), *Les infirmières et leur coordination. 1988-1989*, Paris, Lamarre, 1992
- Klandermans (Bert), Kriesi (Hanspeter), Tarrow (Sidney) (Ed.), *International Social Movement Research, Volume 1. From structure to action : comparing social movement research across cultures*, London, JAI Press Inc, 1988
- Klandermans (Bert) (Ed.), *International Social Movement Research, Volume 2. Organizing for Change : Social Movement Organizations in Europe and United States*, London, JAI Press Inc, 1989
- McAdam (Doug), *Freedom Summer*, Oxford, Oxford University Press, 1988
- McAdam (Doug), "The Biographical Consequences of Activism", *American Sociological Review*, Vol. 54, 1989, p. 744-760
- McAdam (Doug), "Gender as a Mediator of the Activist Experience : The Case of Freedom Summer", *American Journal of Sociology*, Vol. 97, n°5, Mars 1992, p. 1211-1240

McNair Barnett (Bernice), “ Invisible Southern Black Women Leaders in the Civil Rights Movement : The Triple Constraints of Gender, Race, and Class ”, *Gender & Society*, Vol. 7, n°2, Juin 1993, p. 162-182

Maurer (Sophie), *Les Chômeurs en action*, Paris, L’Harmattan, 2001

Mathieu (Lilian), *Mobilisations de prostituées*, Paris, Belin, 2001

Mathieu (Lilian), *Comment lutter ?*, Paris : Textuel, 2004

Matonti (Frédérique), Poupeau (Franck), “ Le capital militant. Essai de définition ”, *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°155, Décembre 2004, p. 5-11

Péchu (Cécile), “ Quand les “ exclus ” passent à l’action. La mobilisation des mal-logés. ”, *Politix*, n°34, 1996, p. 114-133

Schnapper (Dominique), *L’épreuve du chômage*, Paris, Gallimard, 1994 [1981]

Siméant (Johanna), *La Cause des sans-papiers*, Paris, Presses de Science Po, 1998

Snow (David A.), Benford (E. Burke), Worden (Steven), Benford (Robert .D), “ Frame Alignment Processes, Micromobilization, and Movement Participation ”, *American Sociological Review*, Volume 51, 1986, p. 464-481

Tarrow (Sidney), *Power in Movement. Social Movement, Collective Action and Politics*, New York, Cambridge University Press, 1994

Trat (Josette), “ La lutte des assistantes sociales : un mouvement de femmes salariées conjugué au masculin ”, *Futur Antérieur*, Paris, L’Harmattan, Septembre 1994, p. 103-134

*Cahiers du Gedisst*, n°18, Dossier : “ Hommes et femmes dans le mouvement social ”, 1997

*Gender & Society*, Vol. 12, n°6, Dossier : “ Gender & Social Movements (1) ”, Décembre 1998

*Gender & Society*, Vol. 13, n°1, Dossier : “ Gender & Social Movements (2) ”, Février 1999